

## Impacts de la Microfinance sur la Fiscalisation des Economies de Survie des Menages Urbains en Republique Democratique du Congo.

Jacques Bongolomba Isoketsu

Doctorant en démographie Université Panthéon –Sorbonne  
[bojac77@hotmail.com](mailto:bojac77@hotmail.com)

---

### Résumé

*Les économies de base congolaise évoluent dans l'informalité. Le taux d'informalité représente plus de 70.8 % (INS, 2004). En quoi, la micro-financiarisation peut-elle formaliser les économies souterraines ? Quels sont les synergies entre administration fiscale et institutions de micro-finance agréées ? Le micro-crédit est un outil destiné non seulement aux « exclus » des régimes bancaires classiques mais également aux micro-activités de survie des ménages, évoluant en marge des lois fiscales et sociales.*

*Dans ce contexte, son effet sur la fiscalisation des économies de survie relevant du secteur informel passe par l'identification des contribuables par le micro-crédit et l'épargne.*

*L'article essaie de mener une réflexion autour du dépassement de la logique de pauvreté pour comprendre l'apport de la micro-finance en vue de la fiscalisation du secteur informel congolais. L'étude recourt à des méthodes d'investigation fiscale et recouvrement basée sur la recherche et recoupement, l'avis tiers-détenteur d'un compte et la vérification des comptabilités des assujettis relevant des régimes fiscaux des petites et moyennes entreprises urbaines à Kinshasa. Les données utilisées sont celles des fichiers clients et fiscaux des institutions de micro-finance et de l'enquête 1.2.3 sur le secteur informel à Kinshasa de 2004.*

---

L'intérêt suscité par la fiscalisation des économies de survie souterraines des ménages dans les zones urbaines congolaises s'expliquent d'une part par le taux de l'informalité des petites unités économiques évoluant souvent en marge des lois fiscales et bancaires et sociales.

Et, d'autre part, les micro-activités de survie des ménages, les petites et moyennes entreprises tiennent aussi à leur contribution quantitative, à la création des emplois non-protégés et maintien de l'emploi. Les très petites et moyennes entreprises congolaises ont résisté pendant les différentes crises économiques et politiques et permis au fisc congolais de compenser les pertes fiscales dues à la cessation des grandes entreprises congolaises. Les réformes fiscales engagées depuis 1989 par la révision du code des impôts n'ont cependant pas évité l'évasion fiscale et la fraude du secteur informel congolais. Les lacunes de la loi fiscale, l'incapacité logistique et humaine du fisc à se déployer sur le territoire national ont contribué à l'émergence de l'incivisme fiscal. A ces facteurs s'ajoutent le comportement des agents du fisc à compenser le manque à gagner salarial, en recourant au racket fiscal des contribuables.

### Méthodes fiscales d'investigation et de vérification des comptabilités des contribuables.

Le fisc congolais exerce deux types d'investigations : En amont le contrôle sur pièces dites « contrôle formel » sur la base des déclarations fiscales des contribuables. En aval, le contrôle fiscal basé sur la vérification des comptabilités et bilans d'entreprises.

Ce dernier type de contrôle est exercé par les agents du fisc ayant le rang de vérificateur des impôts. La contre-vérification se fait en dernier ressort en cas de redressement fiscal douteux ou sur la base d'un nouveau fait générateur d'impôt sur le dossier fiscal du contribuable.

La méthode de recherche et recouvrement fiscal permet aux vérificateurs des impôts de constituer une base de données susceptible de reconstituer une base imposable pour le dossier fiscal du contribuable. L'approche consiste donc à identifier les fraudeurs fiscaux échappant aux lois fiscales, en exerçant le droit à la communication et également par des visites spontanées ou des missions de vérification et contre-vérification fiscale.